



Mo Ibrahim
FOUNDATION

La tendance reste globalement positive pour la gouvernance sur le continent africain, avec toutefois des signaux d'alerte

Un appel à la vigilance pour certains pays ou dans certains secteurs clés

Dakar, Sénégal, lundi 20 novembre 2017 – L'indice Ibrahim de la Gouvernance en Afrique (IIAG) de 2017, publié aujourd'hui par la Fondation Mo Ibrahim, révèle que la trajectoire de la *Gouvernance globale* reste positive sur le long terme (2007-2016) au niveau du continent. Néanmoins, le progrès généralement enregistré sur dix ans se ralentit au cours de la seconde partie de la décennie. Plusieurs pays ne parviennent pas à soutenir leur progression, ou à inverser leur détérioration. Des signaux d'alerte apparaissent également dans certains secteurs-clé pour l'avenir du continent.

Cette onzième édition de l'IIAG examine plus particulièrement dans quelle mesure les trajectoires observées au cours des cinq dernières années (2012-2016), tant au niveau des pays que des indicateurs, confirment ou infirment les tendances structurelles de la décennie.

Sur les dix années écoulées, 40 pays affichent une progression conséquente en termes de *Gouvernance globale*. Dans la seconde moitié de la décennie, 18 d'entre eux, correspondant au total à 58 % de la population du continent, notamment la Côte d'Ivoire, le Togo, le Maroc, la Namibie, le Nigeria et le Sénégal, réussissent même à accélérer le rythme, permettant ainsi au continent d'atteindre en 2016 son meilleur score depuis 2000 (50,8 sur 100). Toutefois, sur les cinq dernières années, au niveau du continent, le rythme annuel moyen d'amélioration de la *Gouvernance globale* ralentit. Sur ces 40 pays, plus de la moitié (22) ralentissent le rythme, comme le Rwanda et l'Éthiopie, voire même basculent vers le déclin, comme Maurice, le Cameroun, Djibouti, le Congo ou l'Angola, sur la seconde partie de la décennie. En outre, pour 8 des 12 pays dont le niveau de *Gouvernance globale* se détériore sur la décennie, la situation empire en seconde moitié de la décennie, notamment, outre la Libye ou la RCA, le Ghana, le Mozambique ou la Mauritanie.

La catégorie *Développement humain* reste celle qui réalise à la fois le meilleur score et le progrès le plus marqué sur la décennie, grâce au progrès conjoint de ses trois composantes : *Protection sociale*, *Enseignement* et *Santé*. Toutefois ce progrès fléchit sur la seconde moitié de la période. De façon particulièrement préoccupante sur un continent où 41 % de la population a moins de 15 ans, la composante *Enseignement* marque presque l'arrêt. Le déclin accéléré de l'indicateur *Services éducatifs* sur les cinq dernières années reflète la sensible détérioration de l'opinion des citoyens africains sur la manière dont leurs gouvernements répondent aux besoins en la matière.

La catégorie *Développement économique durable* est celle qui progresse le plus lentement, tant sur l'ensemble de la décennie que sur les cinq dernières années, même si la tendance se redresse depuis 2014. Sur la deuxième moitié de la décennie, 22 pays soit enregistrent un fléchissement de leur progression, comme Maurice et le Rwanda, soit basculent même vers le déclin, comme l'Angola. C'est la composante *Infrastructures* qui tire vers le haut la performance globale du continent, parvenant même à accélérer son rythme de progression dans la seconde partie de la décennie, même si l'indicateur *Infrastructures électriques* continue de se détériorer. En revanche, la composante *Secteur rural* enregistre une détérioration préoccupante sur les cinq dernières années, qui pourrait menacer les progrès réalisés au cours de la décennie dans un domaine clé pour la croissance du continent. Il reste que 16 pays (représentant 51 % de la population du continent et 54 % de son PIB) réussissent néanmoins à accélérer leur rythme de progression au niveau de la catégorie *Développement économique durable*.

La catégorie *Participation et droits humains* est la seule à enregistrer une accélération marginale de sa progression sur la seconde moitié de la décennie. Cette évolution générale encourageante masque néanmoins des trajectoires qui appellent la vigilance dans certains pays et pour certaines composantes de cette dimension de la gouvernance. Dix-huit pays ont soit ralenti leur rythme de progression (notamment le Congo, le Gabon, le Nigeria, le Rwanda, le Togo et l'Ouganda), soit même régressé sur les cinq dernières années (notamment l'Égypte). La progression continentale résulte principalement de l'accélération des progrès en termes de *Participation*, elle-même tirée par l'amélioration de l'indicateur *Élections libres et transparentes* dans une majorité de pays. En revanche, l'indicateur *Participation à la*



Mo Ibrahim
FOUNDATION

vie politique enregistre en moyenne un léger recul sur les cinq dernières années, susceptible d'inverser à terme les progrès réalisés lors de la décennie, alors qu'en outre la détérioration décennale de l'indicateur *Participation de la société civile* s'accélère sur les cinq dernières années.

De manière plus positive, le rythme de la détérioration en *Sécurité et État de droit* observée au cours des dix dernières années ralentit sur la seconde moitié de la décennie. Cette évolution résulte principalement du ralentissement de la détérioration de la composante *Sécurité individuelle* (même si certains indicateurs comme *Crime* ou *Violence politique* continuent d'enregistrer des trajectoires négatives inquiétantes), ainsi que par l'apparition d'un progrès de la dimension *État de droit* au cours de la seconde moitié de la décennie. Néanmoins, la dimension *Redevabilité*, pourtant à un niveau encore très faible, ne progresse plus que de façon ralentie en seconde partie de période. Surtout, de façon préoccupante, la détérioration de la dimension *Sécurité nationale* empire sur les cinq dernières années, à un rythme plus de deux fois supérieur à celui de l'ensemble de la décennie. Sur l'ensemble de la catégorie *Sécurité et Règle de droit*, la détérioration s'accélère sur les cinq dernières années pour 15 pays, sans surprise pour certains pays comme le Burundi et la Libye, mais aussi et de manière plus préoccupante au Cameroun et au Mozambique, tandis que certains pays comme l'Angola et Maurice, tout en conservant une trajectoire décennale positive, basculent vers la dégradation en seconde partie de période.

Mo Ibrahim, fondateur et président de la Fondation Mo Ibrahim, a déclaré : « *L'Indice 2017 montre que la gouvernance globale continue de progresser sur le continent africain. C'est une bonne nouvelle. Néanmoins, le ralentissement, voire parfois le recul, dans de nombreux pays, et dans certains domaines clés de gouvernance, appelle une vigilance renforcée et la poursuite de nos efforts. Sinon, nous pourrions voir s'évanouir les progrès obtenus jusqu'ici.* »

Pour visionner la vidéo de Mo Ibrahim sur l'IIAG 2017 et pour analyser les résultats, visitez <http://mo.ibrahim.foundation/>.

Notes aux rédacteurs :

- *La Fondation Mo Ibrahim a été créée en 2006 afin de promouvoir l'importance cruciale du leadership et de la gouvernance en Afrique.*
- *L'Indice Ibrahim pour la gouvernance en Afrique (IIAG) propose une évaluation annuelle de la qualité de la gouvernance dans les pays africains, et représente le recueil de données le plus complet sur la gouvernance en Afrique.*
- *L'IIAG de 2017 compte 100 indicateurs issus de 36 institutions de données indépendantes d'Afrique et du monde entier.*
- *L'IIAG de 2017 examine plus particulièrement dans quelle mesure les trajectoires observées au cours des cinq dernières années (2012-2016), tant au niveau des pays que des indicateurs, confirment ou infirment les tendances structurelles de la décennie.*
- *Tous les scores indiqués dans l'IIAG sont sur 100,0 ; 100,0 étant le meilleur score possible.*
- *L'IIAG 2017 porte sur 54 pays africains. Le Soudan et le Soudan du Sud ont été inclus pour la première fois dans l'IIAG de 2015. Aucune donnée concernant le Soudan du Sud n'est disponible pour la période qui précède la sécession en 2011.*
- *Les données de l'IIAG sont affinées chaque année, sur une base méthodologique ou selon l'inclusion ou l'exclusion d'indicateurs donnés. La totalité de l'ensemble de données de l'IIAG est révisée rétrospectivement chaque année, conformément aux meilleures pratiques. Toute comparaison entre années doit donc être entièrement réalisée sur la base de l'ensemble de données de l'IIAG de 2017.*
- *Visitez <http://mo.ibrahim.foundation/iiag/> et le portail de données <http://iiag.online/> pour plus d'informations.*



Mo Ibrahim
FOUNDATION

- Vous pouvez suivre la Fondation Mo Ibrahim Foundation sur :
Twitter: [@Mo_IbrahimFdn](https://twitter.com/Mo_IbrahimFdn)
Facebook: <https://www.facebook.com/MoIbrahimFoundation/>
Youtube : <https://www.youtube.com/user/moibrahimfoundation>
Instagram: <https://www.instagram.com/moibrahimfoundation/>
- Cette année, les données seront communiquées directement au public, par le biais d'activités diverses, en commençant par un évènement Facebook Live. Ceci permettra de favoriser les échanges sur les réseaux sociaux autour des thèmes de la gouvernance et du leadership en Afrique, via les hashtags #AskMIF et #IIAG.

Tweets

- *.@Mo_IbrahimFdn: 58 % de la population en Afrique vit dans un pays où la #gouvernance s'est améliorée, avec toutefois des signaux d'alerte. #IIAG 2017. mo.ibrahim.foundation*
- *.@Mo_IbrahimFdn appelle à la vigilance pour certains pays en #Afrique ou dans certains secteurs clés #IIAG 2017. mo.ibrahim.foundation #gouvernance*

Contacts

- Sophie Masipa, masipa.s@moibrahimfoundation.org, +44 (0) 207 535 5067
- Adam Cohen, adam.cohen@portland-communications.com +44 (0) 20 7554 1741